



Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) Une partialité inacceptable

C'est avec une certaine stupéfaction que nous apprenons la nomination par le président Nicolas Sarkozy de Valérie Hoffenberg, directrice de l' « *American Jewish Committee* -France », comme « représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient. »

Curieuse conception de « l'équilibre » que de nommer pour une telle mission la directrice d'une organisation qui est partie prenante dans le conflit israélo-palestinien.

Curieuse conception, lorsque l'organisation en question se targue, en effet, d'être engagée côté de la puissance occupante, et se félicite de mobiliser pour « soutenir l'Etat d'Israël » ajoutant qu'il s'agit de le soutenir « dans sa volonté de vivre en paix et en sécurité avec ses voisins », alors même que Tel-Aviv poursuit l'occupation des territoires palestiniens, poursuit leur colonisation, se moque du droit international, bafoue les droits humains les plus élémentaires, refuse tout projet de paix fondé sur le droit international, rejette les propositions de paix arabes, et ne projette que la guerre contre ceux qui refusent de se plier à sa domination coloniale.

Curieuse ambition pour la France que d'associer la représentante en France d'une organisation américaine « aux discussions avec nos partenaires, en particulier les Etats-Unis et l'Union européenne »

Afficher un tel choix aujourd'hui pour la France relève de la trahison des principes qui ont présidé depuis le général de Gaulle à la politique étrangère française au Proche-Orient.

La défense d'une paix sans cesse ajournée parce que Tel-Aviv refuse le droit international mérite mieux que ces petits jeux de palais marqués d'un tropisme dévastateur.

La France a le devoir et la possibilité de s'engager réellement en faveur de la paix. C'est-à-dire en faisant pression sur les dirigeants de Tel-Aviv pour mettre un terme à l'occupation. Contrairement à ce qu'affirme Nicolas Sarkozy, un "projet économique" à Bethléem comme prétend le défendre Valérie Hoffenberg n'est pas un projet de développement tant que Bethléem demeure sous le joug de l'occupation militaire israélienne, tant que Bethléem demeure soumise à la construction d'un réseau de murs d'apartheid israéliens, tant que sa jeunesse demeure soumise aux check-points, à la prison, à l'absence de perspective d'indépendance. Tant que la Palestine n'est pas libre et indépendante et son peuple en mesure d'exercer son droit à l'auto-détermination.

Un retour moderne à une politique digne et efficace de la France suppose que notre pays s'attaque à la politique israélienne illégale qui dure depuis trop d'années, elle suppose une volonté de promouvoir le droit, et l'égalité des droits entre nations. La France doit s'engager pour la paix, pas pour de faux-semblants, complices de l'occupation ni, comme l'a dit le président Sarkozy lors de la Conférence des ambassadeurs, en laissant seuls, face à face, les deux protagonistes.

Paris, le 30 août 2009.